



LifeCanada - VieCanada

376, avenue Churchill, Pièce 310

Ottawa ON K1Z 5C3

www.viecanada.org

1-866-780-LIFE

L'ORGANISATION NATIONALE RELIANT LES GROUPES ÉDUCATIFS PRO-VIE AU CANADA

POUR PUBLICATION IMMÉDIATE

21 novembre 2008

Selon un sondage, une nette majorité de Canadiens veulent une protection juridique des enfants à naître

Un nouveau sondage d'Environics montre que la majorité des Canadiens veulent une protection juridique des enfants à naître à quelque moment avant la naissance. Cela concorde avec les résultats du sondage pour les sept dernières années.

Le Canada demeure le seul pays développé qui n'impose aucune restriction juridique à l'avortement pendant les neuf mois de la grossesse. Pourtant, presque 6 répondants sur 10 sont en faveur d'une protection juridique des enfants à naître à quelque moment avant la naissance. Seulement 33 % appuient la situation actuelle où ils ne sont protégés qu'après la naissance. Cette fois encore, les femmes interrogées ont manifesté un beaucoup plus grand appui que les hommes à la protection dès la conception, soit 33 % contre 24 %.

La majorité des Canadiens sont en faveur d'exigences en matière de consentement éclairé avant l'avortement qui concorderaient avec le consentement éclairé attendu et accordé avant toute intervention chirurgicale. Près des deux tiers des répondants, soit 65 %, sont d'avis que les femmes qui envisagent un avortement devraient être informées des risques et des conséquences possibles de l'avortement.

« L'information affreusement insuffisante que la plupart des femmes reçoivent avant un avortement est affligeante », a dit la D^{re} Delores Doherty, présidente de VieCanada, l'organisme qui a commandité le sondage. « Beaucoup de femmes qui ont subi des avortements se sentent trahies par les médecins qui ont participé à leurs avortements, et certaines envisagent des poursuites en recours collectif. »

Le sondage a également demandé l'opinion des Canadiens sur l'utilisation des deniers publics pour le paiement d'une intervention qui est pratiquée bien plus souvent pour des raisons sociales que par nécessité médicale. Seulement 3 sur 10 sont en faveur de la situation actuelle où la plupart des 100 000 avortements environ qui sont pratiqués chaque année sont payés par les deniers publics. La moitié préfèrent qu'ils soient financés publiquement seulement dans les cas d'urgence médicale, et 2 sur 10 pensent que leur paiement devrait être une affaire privée.

« Même si les sondages montrent constamment depuis des années que les Canadiens veulent que des changements soient apportés à notre politique sur l'avortement, les élus de tous les partis continuent de fermer les yeux ou, pire encore, d'interdire la discussion et le débat à ce sujet », a dit la D^{re} Doherty. « C'est une triste situation dans un pays démocratique. Il est grand temps que nos dirigeants politiques reconnaissent la volonté exprimée par leur électorat et agissent en conséquence. Le problème ne va pas disparaître! »

Le sondage Focus Canada a interrogé 2 023 Canadiens et Canadiennes entre le 24 septembre et le 21 octobre 2008. Il est considéré exact 19 fois sur 20 avec une marge d'erreur de " 2,2 %. VieCanada, l'organisme national d'éducation pro-vie, commandite depuis 2002 un sondage annuel sur les questions qui concernent la vie.

- 30 -

Pour de plus amples renseignements contacter Nicole Pyle au 306-683-0829 ou communiquer avec la D^{re} Delores Doherty, au 709-754-2068, ou avec la directrice générale de VieCanada, Gudrun Schultz, au 613-722-1552.

Canadiens en Faveur de la Vie!
